



Programme des Nations Unies pour l'environnement

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/98/2*

1^{er} juin 2026

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-dix-huitième réunion
Montréal, 22-26 juin 2026
Point 3 de l'ordre du jour provisoire¹

ACTIVITÉS DU SECRÉTARIAT

Introduction

1. Le présent document présente les activités entreprises par le Secrétariat depuis la publication du document sur les activités du Secrétariat remis à la 97^e réunion².

I. Questions relatives aux réunions

I.1 97^e réunion

2. Le rapport de la 97^e réunion³ a été transmis à tous les membres du Comité exécutif, aux agences bilatérales et d'exécution ainsi qu'au Secrétariat de l'ozone, et a été publié sur le site Web du Fonds multilatéral. Les conclusions de la réunion portant sur l'approbation des projets ont été communiquées à 74 pays visés à l'article 5, de même qu'aux agences concernées. Le résumé de la 97^e réunion et des décisions qui y ont été prises est finalisé et publié sur le site Web du Fonds.

I.2 98^e réunion

3. Le Secrétariat a préparé 65 documents pour la 98^e réunion⁴, a mis à jour les bases de données et a préparé des documents de synthèse le cas échéant.

I.3 Réunion de coordination interinstitutions (IACM)

4. Le Secrétariat a organisé une réunion de coordination interinstitutions qui s'est tenue à Montréal, au Canada, du 17 au 19 mars 2026. Les participantes et participants comprenaient les représentantes et

*Réédité pour des raisons techniques le 12 juin 2026

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/98/1

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/2

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/97/91

⁴ Des lettres d'invitation ont été envoyées aux membres du Comité exécutif, au Président de la Réunion des Parties, au Président et au Vice-Président du Comité d'application de la procédure applicable en cas de non-conformité au Protocole de Montréal, à la Directrice exécutive du PNUE, à la Secrétaire exécutive du Secrétariat de l'ozone, aux agences d'exécution, au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et aux organisations non gouvernementales.

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

représentants des agences bilatérales du Canada et de l'Allemagne, les représentantes et représentants des agences d'exécution ainsi que le personnel du Secrétariat. Le rapport de la réunion⁵ est publié dans la section sur la réunion IACM du site Web du Fonds consacré à la 94^e réunion. Ses faits saillants sont présentés dans les paragraphes suivants.

5. Le Secrétariat a indiqué une progression générale concernant la communication des données relatives aux programmes de pays, la plupart des pays utilisant désormais la plateforme de communication en ligne, ce qui a amélioré la qualité des données et réduit le nombre d'erreurs. Les agences ont souligné une rétroaction positive de la part des pays au sujet de la convivialité du système en ligne, en mentionnant des caractéristiques comme les calculs automatisés et la traçabilité accrue des données. Toutefois, des incohérences persistent, notamment des disparités entre les données sectorielles et commerciales, ainsi que des déclarations de substances inexactes. La formation continue vise à rehausser son adoption et à renforcer la cohérence. Des préoccupations ont également été soulevées au sujet de trois pays qui ont communiqué une consommation supérieure à leurs valeurs de référence et qui n'ont pas de plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatif aux HFC (KIP) approuvés, bien que des propositions soient attendues pour la 99^e réunion.

6. Lors de la discussion axée sur les progrès dans la mise en œuvre des projets, les obligations en matière de rapport et les cadres de surveillance, on a rappelé aux agences de respecter les échéances à venir pour la soumission des rapports sur des projets aux exigences particulières en matière de rapport ainsi que pour ceux qui connaissent des retards d'exécution. Les mises à jour concernant les projets pilotes sur l'efficacité énergétique ont indiqué que la plupart d'entre eux progressent de façon satisfaisante, bien que certains ont besoin d'une prolongation. De la même façon, plusieurs projets relatifs à la préparation des inventaires nationaux des réserves de substances réglementées indésirables avancent, mais ils pourraient se prolonger au-delà du calendrier initial. Le Secrétariat a recommandé avec insistance aux agences de soumettre, au début d'octobre 2026, les rapports sur les inventaires terminés, afin qu'ils soient compris dans le document sur la gestion du cycle de vie des frigorigènes, qui sera présenté à la 99^e réunion. Un échantillon représentatif des projets finalisés permettra au Comité exécutif de décider plus facilement de la mise sur pied d'une fenêtre de financement à la 100^e réunion en vue d'aider davantage les pays.

7. Le Secrétariat a également présenté un rapport sur le nouveau format du rapport périodique financier, aligné sur le système de gestion des connaissances (KMS), qui uniformisera la terminologie et améliorera la cohérence des données sans modifier les échéances des soumissions. On a rappelé aux agences leur obligation de remettre ces rapports six mois après l'achèvement de projet en utilisant le format existant jusqu'à ce que la transition vers un nouveau système en ligne soit terminée.

8. Le Secrétariat a présenté le plan d'activités 2026-2028, évalué à 555,02 millions de dollars américains, dont 244,6 millions de dollars américains prévus pour 2026. Certaines activités, y compris des KIP, pourraient présenter des retards en raison des ratifications en attente ou des contextes nationaux qui évoluent, alors que quelques projets imprévus devraient également être soumis. Les agences ont fourni des mises à jour sur les retards dans la soumission de tranches. Le Secrétariat a rappelé la décision 72/19, qui permet l'approbation d'une tranche pendant l'attente de la vérification, et a encouragé les agences à poursuivre les soumissions lorsque c'est faisable.

9. Les questions relatives à la soumission de projet et à leur examen abordaient des cas particuliers de conditions de financement et des difficultés plus générales concernant la préparation de projets et l'examen. Le Secrétariat a insisté sur le fait que les divergences entre les données visées à l'article 7 et celles relatives au programme de pays doivent être rapprochées avant les soumissions des projets, en rappelant que les données visées à l'article 7 servent de référence pour la conformité, alors que les données relatives au programme de pays sont utilisées pour l'analyse de projet. La nécessité de renforcer les processus de

⁵ IACM/2026/1/2

vérification et de contrôle de l'exactitude a été soulignée. Les incohérences non résolues continuent de retarder l'examen des projets.

10. Il demeure difficile d'estimer l'utilisation sectorielle des HFC en raison des données incomplètes au sujet des équipements, de l'entretien et des taux de fuites. Le Secrétariat a reconnu ces difficultés, en particulier dans les grands pays, ainsi que dans la réfrigération commerciale et industrielle, et a recommandé que les valeurs anormales ou irréalistes soient accompagnées d'une explication claire. Les agences ont été encouragées à comparer leurs estimations à celles de pays similaires, à documenter les méthodologies et à travailler de façon répétée avec les unités nationales de l'ozone (UNO) afin d'améliorer les données au fil du temps. La description des activités de projets a également été relevée comme étant un domaine nécessitant une amélioration, avec des appels à une conception plus détaillée, à des méthodes de calcul des coûts plus claires et à une adéquation plus forte aux réalités sectorielles et aux objectifs des politiques.

11. Les projets sur l'efficacité énergétique aux termes des décisions 94/60 et 95/87 devraient lier le financement aux améliorations de l'efficacité plutôt qu'aux coûts fixes, tandis que les propositions de projets non manufacturiers devraient présenter des objectifs clairs et mesurables, des échelles de démonstration appropriées, des engagements définis à l'égard des normes minimales de performance énergétique (NMPE), ainsi qu'une forte corrélation avec les objectifs de réduction progressive des HFC, ce qui garantirait des projets robustes sur le plan technique et utiles à l'élaboration des politiques. Les autres défis incluent les différences entre les normes nationales d'essais et les difficultés à atteindre les seuils de rendement prescrits. En réponse, certains projets ont été structurés pour répondre d'abord aux lacunes réglementaires, comme l'élaboration des NMPE, avant de poursuivre avec les volets de l'investissement, ce qui permettrait une plus grande souplesse de mise en œuvre. Autre point relevé : les NMPE sont souvent introduites graduellement d'un secteur à l'autre, ce qui complique la mise en œuvre des projets qui s'en servent comme repères. Même si une certaine souplesse est possible, cela engendre des défis structurels, en particulier pour les projets dans le secteur manufacturier. Le Secrétariat a insisté sur le fait que la combinaison des décisions financières peut contribuer à combler ces lacunes et a précisé que les agences peuvent présenter un projet relatif à la décision 91/65, même si celui-ci n'a pas été inclus dans le plan d'activités et qu'elles peuvent également présenter un second projet aux termes de la même décision dans un pays où un projet a précédemment été approuvé. Le cadre opérationnel pour les projets du secteur manufacturier sera examiné à la 100^e réunion, avec de possibles rectifications fondées sur l'expérience de la mise en œuvre.

12. Au sujet de la vérification sur la consommation des HFC, le Secrétariat a précisé qu'elle devrait commencer à partir de l'année d'approbation de la tranche précédente, tandis que la vérification de la référence est volontaire, mais fortement encouragée. Une liste des pays à faible volume de consommation (FVC) nécessitant une vérification en 2027 sera fournie aux agences en vue de leur planification pour le programme de travail. Le Secrétariat a fourni une mise à jour sur l'évaluation en cours des substituts aux HFC dans la fabrication des produits de mousse de polyuréthane, avec une attention particulière portée aux défis que rencontrent les petites et moyennes entreprises. L'analyse se base sur des rapports précédents et des consultations, se penchant sur la disponibilité commerciale, l'abordabilité et les conditions de la chaîne d'approvisionnement pour les technologies de remplacement.

13. En ce qui a trait aux problèmes relatifs à la chaîne d'approvisionnement dans le secteur de la réfrigération, de la climatisation et des pompes à chaleur, le Secrétariat a remercié les agences et les UNO pour leurs réponses au questionnaire du Secrétariat. Ce dernier a indiqué que les consultations menées auprès des parties prenantes, y compris les fournisseurs des technologies, et a présenté les constats concernant les défis relatifs à la chaîne d'approvisionnement qui perturbent la transition vers des frigorigènes de remplacement. Des problèmes clés incluent la disponibilité limitée des technologies de remplacement, les prix élevés et instables, ainsi que l'infrastructure locale insuffisante pour le stockage et la distribution des produits. Ces contraintes sont particulièrement marquées pour les frigorigènes plus récents, qui font encore leur entrée sur le marché et manquent de réseaux d'approvisionnement établis. Les petites et moyennes entreprises (PME) font face à des obstacles disproportionnés en raison de leur pouvoir d'achat limité, de règlements obsolètes et du manque de main-d'œuvre compétente. Les échanges ont mis en évidence la

nécessité des solutions intégrées qui combinent assistance technique, réforme politique et soutien ciblé pour les PME.

14. Le Secrétariat a énoncé les défis relatifs au sous-secteur de l'installation et de l'assemblage sur place, un sous-secteur qui joue un rôle important dans la consommation des HFC, mais qui est difficile à réglementer et à surveiller. Il est caractérisé par des acteurs fragmentés, des rôles qui se chevauchent et la disponibilité limitée des données, de sorte qu'il est difficile d'établir des valeurs de référence exactes et de suivre la consommation. Diverses approches de collecte de données ont été abordées, notamment l'exploitation des programmes existants, la collaboration avec les institutions nationales et la réalisation d'enquêtes ciblées. Des initiatives de projets pilotes sont en cours afin de mieux comprendre le secteur, en particulier dans les pays à FVC. Aborder ce sous-secteur nécessitera des systèmes de données améliorés, une formation spécialisée, des mesures politiques adaptées et une orientation claire concernant les cadres de financement afin d'appuyer des interventions efficaces.

15. La discussion sur les approches stratégiques pour la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali a accentué la nécessité de cadres stratégiques intégrés afin de remédier aux lacunes en matière de capacité technique, d'infrastructures, de chaînes d'approvisionnement et d'efficacité énergétique. La discussion a également mis en relief l'importance de la coopération internationale et des modèles de gouvernance décentralisée afin de rehausser la capacité de mise en œuvre, particulièrement dans de grands pays. Le financement a également été identifié comme un facteur essentiel, spécialement pour soutenir les transitions à grande échelle. Globalement, ce point a souligné le fait qu'une mise en œuvre réussie exige une transformation systémique des dimensions techniques, institutionnelles et financières.

16. Le Secrétariat a énoncé son plan pour préparer un document politique sur les centres régionaux thématiques pour la 99^e réunion, recueillant des informations grâce aux réunions des réseaux régionaux, aux questionnaires de l'UNO et aux échanges avec les parties prenantes. Les défis principaux incluent la durabilité, le financement et les contextes régionaux variables, avec une exploration précoce des modèles d'affaires et des partenariats institutionnels.

17. Un atelier sur le module de soumission de projets du KMS a eu lieu le dernier jour de la réunion, et des représentantes et représentants des agences y ont participé en personne et en ligne. Il couvrait les mises à jour du KMS, les progrès sur la migration des données et l'introduction pratique sur le nouveau module. Les agences ont accueilli sa performance et le Secrétariat a annoncé une formation officielle entre la 98^e et la 99^e réunion, puisque les agences prendront en charge l'entrée directe des données à partir de la 99^e réunion.

II. Réunions suivies et missions entreprises

18. Au cours de la période couverte par le présent rapport, des représentantes et représentants du Secrétariat ont participé aux événements suivants :

- a) Réunion de réseau des administratrices et administrateurs des Bureaux nationaux de l'ozone des Pays insulaires du Pacifique, et atelier thématique sur la stratégie, les recommandations politiques et le plan d'action pour la gestion du cycle de vie des substances réglementées, qui ont eu lieu à Majuro, aux Îles Marshall, du 22 au 26 mai 2026 (en ligne).
- b) « The role of digital tools and AI in the implementation of the Kigali Amendment » [Le rôle des outils numériques et de l'IA dans la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali], inauguration et lancement du laboratoire et de la salle d'exposition BrainBox AI, bureaux de BrainBox AI, Montréal, au Canada, 20 mai 2026.
- c) Webinaire « Taxonomies for Financing Efficient Consumer Appliances » [Taxonomies pour financer des appareils efficaces pour les consommateurs], organisé par la Cool Coalition, 18 mai 2026 (en ligne).

- d) Réunion du réseau européen et d'Asie centrale des administratrices et administrateurs du Protocole de Montréal et des associations en réfrigération, climatisation et pompes à chaleur, Bichkek, au Kirghizistan, du 12 au 14 mai 2026 (en ligne).
- e) Webinaire « Data Centers at a Crossroads: Energy, Cooling, and Policy Challenges » [Centres de données à la croisée des chemins : défis en matière d'énergie, de refroidissement et de politiques], coorganisé par l'Institut international du froid (IIF) et l'ASEAN Centre for Energy (ACE), 12 mai 2026 (en ligne).
- f) Atelier thématique OzonAction sur les stratégies, les recommandations politiques et le plan d'action pour la gestion du cycle de vie des substances réglementées, Yogyakarta, en Indonésie, du 5 au 7 mai 2026 (en ligne).
- g) Réunion de réseau des administratrices et administrateurs des Bureaux nationaux de l'ozone en Amérique latine, et session spéciale sur les Centres d'excellence, Asunción, au Paraguay, du 4 au 8 mai 2026 (en ligne).
- h) Réunion du groupe consultatif sur la conformité, Paris, en France, les 21 et 22 avril 2026.
- i) Forum sur le refroidissement durable, organisé par l'ONUDI, Vienne, en Autriche, du 8 au 10 avril 2026.
- j) Réunion thématique sur les cadres réglementaires et politiques avec les administratrices et administrateurs des Bureaux nationaux de l'ozone des pays caribéens anglophones et d'Haïti, et session spéciale sur les centres d'excellence, Nassau, aux Bahamas, du 23 au 27 mars 2026.
- k) Réunion de réseau des administratrices et administrateurs des Bureaux nationaux de l'ozone des pays insulaires du Pacifique et session spéciale sur les centres d'excellence, Port Moresby, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, du 25 au 31 mars 2026 (en ligne).
- l) Mission pour discuter avec les représentantes et représentants du gouvernement, de l'industrie et des instituts de formation technique impliqués dans les projets appuyés par le Fonds multilatéral, les agences d'exécution et d'autres parties prenantes sur les principaux défis et les possibilités en vue de la réduction progressive des HFC ainsi que de l'adoption des frigorigènes à faible PRP au Brésil. Brasília, Curitiba et Sao Paulo, du 23 au 27 février 2026.
- m) Conférence d'hiver de l'American Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers et exposition concurrente sur la climatisation, le chauffage et la réfrigération, Las Vegas, aux États-Unis d'Amérique, du 31 janvier au 4 février 2026. Plusieurs réunions de consultation ont eu lieu avec différentes parties prenantes en marge des événements.
- n) Réunion de réseau des administratrices et administrateurs des Bureaux nationaux de l'ozone de l'Asie du Sud-Est et atelier jumelé pour les administratrices et administrateurs des Bureaux nationaux de l'ozone et des douanes sur le renforcement de l'application de la loi concernant la réglementation sur les échanges commerciaux des substances réglementées dans le cadre du Protocole de Montréal, Luang Prabang, en République démocratique populaire lao, du 16 au 19 décembre 2025 (en ligne).
- o) Septième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA), Nairobi, au Kenya, du 8 au 12 décembre 2025. La cheffe du Secrétariat a représenté le Fonds multilatéral lors de la Journée des accords multilatéraux sur l'environnement, et lors de

l'événement parallèle « Leveraging artificial intelligence (AI) for better cooperation, collaboration and impact for multilateral environmental agreements » [Tirer parti de l'intelligence artificielle (IA) pour améliorer la coopération, la collaboration et les effets concernant les accords multilatéraux sur l'environnement], organisé pendant l'UNEA.

- p) Session de l'assemblée jeunesse sur le thème « Protecting the Stratosphere: Next Steps for Ozone and Climate Protection » [Protéger la stratosphère : les prochaines étapes pour protéger le climat et la couche d'ozone], Nairobi, au Kenya, 29 novembre 2025 (en ligne).

III. Système de gestion des connaissances

19. Après la 97^e réunion du Comité exécutif, où celui-ci a été informé de l'achèvement du module sur le plan d'activités, du déploiement des deux tableaux de bord en production, ainsi que de la validation en cours du module pour la soumission de projets en vue de sa publication complète, le Secrétariat a continué à faire progresser le système de gestion des connaissances (KMS) en simultané sur plusieurs fronts, soit en complétant le cycle de validation pour le module pour la soumission de projets, son lancement lors de l'IACM, et la réalisation d'essais complets sous contrainte grâce à la préparation de la 98^e réunion. En parallèle, le module sur le rapport périodique annuel approche de son achèvement, et toutes les données sur les projets et sur les stocks couvrant l'historique complet du Fonds multilatéral depuis sa fondation en 1991 ont été migrées vers l'environnement de production, ce qui rend accessible le dossier opérationnel complet du Fonds sur le KMS. Tous les produits et les modules publiés au cours des phases 1 et 2 du KMS sont entièrement opérationnels et fonctionnent comme prévu.

20. Le Secrétariat demeure engagé à achever tous les livrables restants du KMS avant la fin de 2026 pour s'assurer que le système atteigne son potentiel opérationnel complet au service du Fonds. Dans la perspective de la 99^e réunion, les priorités immédiates sont l'achèvement et le lancement du module sur le rapport d'achèvement de projet, la publication du premier jeu de tableaux de bord du KMS offrant un aperçu en temps réel du portefeuille du Fonds, ainsi que le déploiement des ateliers de formation des agences pour s'assurer que toutes les agences d'exécution sont entièrement outillées pour présenter des projets par le biais du KMS. Au-delà de la 99^e réunion, le Secrétariat continuera de faire progresser les volets restants sur les tableaux de bord et de consolider le jeu complet de données du Fonds multilatéral tandis que le module sur le rapport d'achèvement de projet est mis en ligne. Le Secrétariat explore également les options concernant la manière dont le KMS sera entrelacé à un assistant propulsé par l'IA et informera le Comité exécutif de ses efforts à la 100^e réunion. L'annexe I du présent document offre une mise à jour sur la situation du KMS.

21. Le Secrétariat a organisé, conjointement avec l'OzonAction du PNUE, deux webinaires pour les administratrices et administrateurs des Bureaux nationaux de l'ozone sur la maîtrise du système de rapport en ligne pour les données relatives aux programmes de pays. Les webinaires ont eu lieu le 16 avril 2026 pour la région de l'Afrique et le 3 juin 2026 pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le système a été présenté aux participantes et participants, et une orientation a été fournie pour leur permettre de se familiariser avec ses caractéristiques.

Politiques, procédures, lignes directrices et critères

22. Compte tenu du fait que QuiriO₃ offre un accès facile aux dix mille décisions et plus que le Comité exécutif a adopté tout au long de ses 97 réunions tenues jusqu'ici, il est suggéré que soient abandonnés le document intitulé « Policies, procedures, guidelines and criteria of the Multilateral Fund » [Politiques, procédures, lignes directrices et critères du Fonds multilatéral] et son recueil, qui a été mis à jour après chaque réunion du Comité exécutif. Pour couvrir les décisions des réunions des Parties au Protocole de Montréal où le document renvoie, par exemple, aux décisions où sont mentionnés le Fonds multilatéral ou le Comité exécutif, le Secrétariat élaborera en 2027 un onglet distinct de QuiriO₃ pour y inclure ces décisions.

Communication et site Web

23. Les actualités et les modèles de réussite des projets appuyés par le Fonds multilatéral dans les pays visés à l'article 5 dans différentes régions continueront d'être publiés chaque mois sur le site Web⁶. Une version à jour et révisée du document « Primer » [Document d'introduction], avec un style plus actuel, a été publiée dans la section des réunions du site Web. L'intention de ce document d'introduction est de fournir aux nouveaux membres du Comité exécutif un guide sur le fonctionnement du Fonds et de son Comité exécutif, ainsi que toutes les informations nécessaires pour comprendre les réunions du Comité et les procédures pertinentes, dans l'objectif de permettre aux nouveaux membres de participer efficacement à ces réunions.

IV. Questions administratives

IV.1 Dotation en personnel et recrutement

24. Le processus de sélection pour le poste d'administrateur principal chargé de l'évaluation (P-5) a été achevé et M. Adnan Atwa a été sélectionné pour ce poste, à compter du 1^{er} mai 2026.

25. Le processus de sélection pour le poste de fonctionnaire d'administration (P-3) a été complété. M. Rony Salim Aoun a été sélectionné et réaffecté à ce poste, à compter du 1^{er} avril 2026, après la retraite de M. Jack Lee, le 31 mars 2026.

26. Après la réaffectation de M. Salim Aoun, le poste de spécialiste de la gestion des programmes P-3 est devenu vacant. Ce poste vacant a été affiché avec une date de fermeture au 31 mars 2026. Le processus de recrutement est en cours.

27. Les processus de recrutement et les accords contractuels ont été achevés pour le personnel des services des conférences afin d'appuyer les activités de présession et en session; trois consultants et un contractant individuel soutiennent les aspects des documents politiques et du processus d'examen des projets; un contractant individuel fournit du soutien pour la modification et la révision des documents; un contractant individuel soutient la coordination de la traduction; un stagiaire soutient les systèmes informatiques et la gestion des données. Trois autres stagiaires ont également été recrutés et, au cours des périodes subséquentes pour appuyer la 98^e et la 99^e réunion, collaboreront respectivement : deux au soutien des divers besoins de recherche et de l'équipe de gestion des connaissances, et un au soutien de la coordination de la traduction.

IV.2 Perfectionnement et formation du personnel

28. Les membres du personnel ont suivi un certain nombre de cours de formation obligatoires des Nations Unies en ligne, y compris d'autres formations internes offertes par l'UNON et le PNUE.

V. Coopération avec les agences d'exécution du Fonds multilatéral et d'autres organisations

29. Conformément à la décision 79/1 b), le Secrétariat a inclus à l'annexe II du présent document un aperçu complet de l'état d'avancement de toutes les discussions avec les accords multilatéraux sur l'environnement et d'autres organisations compétentes.

⁶ Brésil, Vanuatu, Afrique du Sud, Inde.

V.1 Programme des Nations Unies pour l'environnement

30. De concert avec les responsables des accords multilatéraux sur l'environnement et les directeurs de division du PNUE, la cheffe du Secrétariat a participé aux échanges au titre des 27 lots de travaux (WP27) au sein de l'Initiative ONU80; le mandat pour les WP27 décrit un processus afin d'évaluer et de proposer, le cas échéant, des modifications structurelles et des réorientations de programme pour renforcer l'efficacité des actions pour l'environnement au sein du système des Nations Unies. Ancré dans le rapport du Secrétaire général intitulé *Shifting Paradigms: United to Deliver* [Changement de paradigmes : livrer des résultats à l'unisson], le document souligne que les responsabilités en matière d'environnement sont réparties entre plusieurs entités et que l'architecture actuelle a évolué progressivement en réponse aux demandes des États membres. Même si cette évolution a appuyé les progrès dans plusieurs domaines thématiques, les WP27 ont été mandatés pour se pencher sur les ententes actuelles en adoptant un angle permettant de recenser les options qui amélioreraient la cohésion, l'efficacité et l'incidence à l'échelle du système. Les travaux sont encadrés par une vision visant à renforcer le rôle de la durabilité environnementale au sein des trois piliers des Nations Unies, soit la paix et la sécurité, le développement, ainsi que les droits de la personne, tout en promouvant la collaboration, les démarches concertées et une exécution plus intégrée.

31. Les WP27 sont structurés autour de quatre domaines d'analyse interreliés (la science, la gouvernance, la coordination et la mise en œuvre) grâce auxquels un recensement à l'échelle du système est réalisé, ce qui permet de cerner les lacunes et les chevauchements, ainsi que d'élaborer des recommandations pratiques. Celles-ci comprennent un examen sur la manière dont les preuves scientifiques sont produites et utilisées au sein du système, l'exploration des synergies entre les accords multilatéraux sur l'environnement et les plateformes de gouvernance, comme l'UNEA, le renforcement des mécanismes de coordination au sein des entités de l'ONU, et le rehaussement de l'appui aux États membres pour la mise en œuvre des engagements environnementaux. La méthodologie consistait en une approche par étapes qui a abouti à des recommandations précisant les modalités de mise en œuvre, les rôles et les échéances et alignées sur les lots de travaux connexes au titre de l'Initiative ONU80. Les résultats attendus comprennent des rapports d'analyse, des consultations auprès des parties prenantes et une évaluation globale proposant des options pour adapter les structures et les programmes; ces résultats seront soumis en 2026 aux fins d'examen selon les processus établis des Nations Unies.

V.2 OzonAction

32. Le Secrétariat contribue à l'initiative OzonAction afin de préparer une publication spéciale de la fiche d'information pour marquer le 10^e anniversaire de l'Amendement de Kigali. Cette publication spéciale sera dédiée aux progrès accomplis par les pays visés à l'article 5 sur la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali.

V.3 Secrétariat de l'ozone

33. Le Secrétariat contribue à la Note de synthèse sur les réalisations, les défis et les possibilités dans le cadre de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, que le Secrétariat de l'ozone prépare pour le 10^e anniversaire de l'Amendement de Kigali. La note de synthèse fera une rétrospective des réalisations des 10 dernières années et tournera son regard sur les défis et les possibilités en vue pour les 10 prochaines années.

VI. Exploration de l'IA pour les travaux du Secrétariat et des membres du Comité exécutif

VI.1 L'IA pour des services de traduction rentables

34. À la suite des informations fournies dans le document 97/2, le Secrétariat a poursuivi la mise en œuvre de la traduction assistée par l'IA pour la 98^e réunion du Comité exécutif, sélectionnant DeepL comme outil de traduction pour le français et l'espagnol.

35. En cohérence avec l'approche décrite précédemment, la traduction assistée par l'IA a été appliquée exclusivement aux documents traduits dans des langues autres que la langue officielle du pays bénéficiaire d'un projet. Les traductrices et traducteurs professionnels continuent d'assumer les traductions dans la langue officielle du pays bénéficiaire. À titre d'exemple, un document de projet pour un pays francophone comme le Bénin serait traduit en espagnol au moyen de DeepL, tandis que la traduction en français pour ce pays demeurerait sous la responsabilité des traductrices et des traducteurs professionnels. Toutes les traductions générées par l'IA ont en outre été assujetties à une révision, ce qui concorde avec les normes d'assurance qualité appliquées aux documents soumis à une traduction professionnelle.

36. La qualité de la performance s'est constamment avérée forte, en grande partie en raison de la configuration méticuleuse du glossaire et de la mémoire de traduction de DeepL, qui permettent d'uniformiser la terminologie propre au domaine d'un document à l'autre. Pour la 98^e réunion, cette approche a été utilisée pour 32 documents de projets, ce qui contribue à des flux de traduction plus rationalisés.

37. Le Secrétariat continuera de surveiller la qualité des traductions et rendra compte des résultats, notamment pour les répercussions financières, au fur et à mesure que l'expérience avec cet outil s'accroît. Une attention sera portée à l'élargissement potentiel de la traduction assistée par l'IA à d'autres types de documents, alors que la base de connaissances concernant cette approche continue d'évoluer.

VI.2 Agent conversationnel propulsé par l'IA pour récupérer des décisions dans QuiriO₃ – Collaboration avec GIZ

38. Au-delà des informations échangées à la 97^e réunion à ce sujet, le Secrétariat a reçu le code et les documents de la part de GIZ relatifs à l'agent conversationnel de démonstration qui complétera les recherches parmi les 10 000 décisions et plus du Comité exécutif, en réponse aux questions soulevées dans le cadre de travail de QuiriO₃. Dans un souci d'harmonisation et pour joindre les efforts des initiatives prises par le Secrétariat de l'ozone, des discussions exploratoires ont été amorcées avec ce dernier pour évaluer la faisabilité d'une approche synergétique dans l'élaboration d'un agent conversationnel qui permettrait d'effectuer des recherches dans les deux sites Web. Le Secrétariat exprime sa reconnaissance pour le temps et les fonds engagés par GIZ sur cette question.

VI.3 Mises à jour sur l'outil de source libre (*open source*) en ligne Kigali Sim propulsé par l'IA – Collaboration avec le centre Eric and Wendy Schmidt Center for Data Science and Environment (DSE), université de Californie, Berkeley

39. Le Secrétariat est heureux d'annoncer deux jalons importants dans l'élaboration de l'outil Kigali Sim. En mai 2026, l'article sur l'outil Kigali Sim a été publié dans le Journal of Open-Source Software, un périodique spécialisé et révisé par les pairs qui reconnaît le développement de logiciels d'importance scientifique et savante, une distinction qui met en évidence l'excellence technique et la crédibilité de l'outil. Voici le lien de cet article : <https://joss.theoj.org/papers/10.21105/joss.10104> [en anglais seulement]

40. En se fondant sur cette réalisation, le Secrétariat et le centre DSE ont été honorés d'être invités et de présenter l'outil Kigali Sim lors de la Semaine Open source de l'ONU 2026, qui a lieu du 22 au 26 juin au siège de l'ONU à New York, ce qui place le Fonds multilatéral au centre de l'innovation et de l'engagement de l'ONU envers une coopération numérique ouverte et inclusive. En raison du calendrier conflictuel avec la 98^e réunion, le centre DSE représentera l'équipe du Kigali Sim lors de cet important événement.

41. L'outil Kigali Sim a été lancé à la 97^e réunion du Comité exécutif, en décembre 2025, afin d'appuyer les pays en développement, les chercheuses et chercheurs et les analystes à comprendre les tendances de consommation des HFC et à explorer les options politiques dans le cadre de l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal. Le Secrétariat du Fonds multilatéral se réjouit de faire progresser cette collaboration

et d'appuyer les pays visés à l'article 5 pour qu'ils s'acquittent de leurs obligations au titre de l'Amendement de Kigali de façon efficace et rentable.

VII. Questions à l'intention du Comité exécutif

42. Le Secrétariat aimerait attirer l'attention du Comité exécutif sur les dates prévues pour la huitième session de l'UNEA, qui aura lieu à Nairobi, au Kenya, du 6 au 10 décembre 2027, qui chevauchent les dates prévues pour la 101^e réunion du Comité exécutif, qui aura lieu à Montréal, au Canada.

Annex I

PROGRESS REPORT ON THE CREATION OF A KNOWLEDGE MANAGEMENT SYSTEM (decision 91/69)

1. The Executive Committee approved the creation of a new Knowledge Management System (KMS) (decision 91/69) and requested (paragraph (c)) that the Secretariat reports on the progress of its implementation until the completion of phases 1 and 2, as outlined in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/70. At its 95th meeting, the Executive Committee noted the progress made and approved the funding for phase 3 of the KMS on the “Agencies’ portal and other enhancements.” As presented in paragraph 5 of annex I of document UNEP/OzL.Pro/ExCom/96/2, “the ongoing phase 3 will serve as the final phase, ensuring the completion of all outstanding tasks from both phases 1 and 2. This phase will also address any residual issues, resolving them to ensure that nothing is left unfinished from the previous stages. Additionally, it will encompass the completion of all unplanned activities that emerged during the project, ensuring that all elements are successfully closed.”
2. At the 96th meeting, the Secretariat reported on the finalization of the CP Data Centre and Contributions dashboards, and the initiation of development of the IA/BA Portal modules. At the 97th meeting, the Committee was informed of the completion of the Business Plan module, the deployment of both dashboards into production, and the ongoing validation of the Project Submission module ahead of its full release.
3. This progress report provides updates on the status of all products to be delivered under the KMS.

Status of implementation

4. The Secretariat is pleased to report that all products and modules released under phases 1 and 2 of the KMS are fully operational and performing as intended, as evidenced by the active use of the revamped website and meeting portal, the successful processing of country programme data submissions from countries through the CP data centre, the tracking of contributions through the dashboard, and the continued daily use of the QuiriO₃ handbook. These solutions are being actively and consistently utilized by all relevant stakeholders. The adoption has been notably strong across all user groups, reflecting the intuitive design, reliability, and practical value of the system. In line with the previous updates table 1 presents the status of the implementation of the Knowledge Management System. Each product in the table includes typical application development components such as user requirements, design, backend and frontend adjustments, data migration, testing, and deployment.

Table 1. Status of implementation and key updates since the 97th meeting of the Executive Committee

Group of tasks / tasks		Completion rate (%) – 97 th meeting	Completion rate (%) – 98 th meeting	Comments
Group 1: Overall website				
1	Website, QuiriO ₃ , meeting portal	100	100	These items have been grouped together for the Secretariat to report back at future meetings in case of any changes or updates. Regular maintenance activities taking place.
Group 2: “Projects and data” main tab of the website adjusted to “Our work” tab				
2	Projects and impact will become Project performance a. Portfolio b. Dashboards	20	30	Requirements and design completed, pending development.
3	Country profiles	20	30	Requirements and design completed, pending development.
4	Country Programme (CP) data centre	100	100	The CP data center includes full datasets within a country and comparison of substance data among countries and regions. The dashboard includes additional details on substance sectors and prices. Reduced public version is deployed and live. The CP data center maintains the integrity and confidentiality of the data through common aggregation formulas.
5	Contributions	100	100	Full contribution dashboard includes sections on scale of assessments, status of the Fund, status of contributions, bilateral assistance, fixed exchange rate mechanism, interest earned, disputed contributions, invoice/payment logs. All the above pages are accessible to the Secretariat and the Treasurer while a reduced public version is deployed and live.
6	Portals	50	100	This page provides access to various portals available to stakeholders. The implementing and bilateral agency portal (IA/BA), the treasurer portal, the CP online reporting portal are operational.
Group 3: KMS as a solution for the project cycle				
7	Clear user requirements of all core modules and applications	100	100	
8	Business plan module	100	100	Development is complete.
9	Project submission module	85	99	The module followed a structured validation cycle. It was first tested internally, then presented and demonstrated to implementing and bilateral agencies during a dedicated half-day workshop at the March Inter-Agency Coordination Meeting (IACM). The results were encouraging, demonstrating that the module is robust and ready for agency-wide deployment. Feedback collected during the IACM was incorporated before the module was used by the Secretariat to input project submissions for the 98 th meeting. A comprehensive, end-to-end stress test that validated data flows, confirmed system performance under full load was conducted and residual issues were resolved. Following the 98 th meeting, the Secretariat will organize a series of training sessions and workshops to ensure implementing and bilateral agencies are fully prepared to

Group of tasks / tasks		Completion rate (%) – 97 th meeting	Completion rate (%) – 98 th meeting	Comments
				submit their projects through the KMS for the 99 th meeting, with individualized follow-up support provided. Module remains at 99% pending full adoption.
10	Annual progress report module	30	90	5. The module has been successfully finalized and is now in the user verification testing phase. As part of the testing and finalization process, all relevant data was migrated into the system using the platform's built-in functionality, which provided an important opportunity to conduct a comprehensive, end-to-end test of this module under realistic conditions. The migration and testing exercise confirms the integrity, accuracy, and completeness of the data now residing in the production environment. As a result, all project data and inventory information are now fully accessible by the Secretariat through the KMS production system, significantly enhancing our capacity to manage, track, and report on funded activities in a centralized and efficient manner.
11	Project completion report module	20	30	6. Between the 98 th and 99 th meetings, the Secretariat will launch this module. Development is well advanced, with user acceptance testing set to begin in the coming weeks.
12	APIs ⁷	90	90	In continuous updates as new modules/data sets are finalized.
Group 4: Infrastructure and technical issues				
13	User processes (governance, administering and managing data)	80	80	This process remains open and continues until the finalization of all products.
14	Migration into a new master database	99	99	This process will continue until the finalization of core modules as minor adjustments to the master data might be required.
15	New technology needs for the KMS - configuration (proxies, security assessment, new coding)	90	90	This is a continuous task. As new technologies and techniques are available, we implement them to make sure are systems are modern and offer the best user experience.
16	Move infrastructure to UN cloud environment	90	95	The website and all major applications have been successfully migrated to the UN cloud environment. Migration of the IA/BA portal is under process.

⁷ Application Programming Interfaces (APIs) are standardized protocols enabling automated data exchange between software applications. In the context of the KMS, APIs ensure interoperability across all modules and dashboards, allowing data entered in one component to be automatically accessible throughout the system.

Concluding remarks

5. Following the 97th meeting of the Executive Committee, the Secretariat has continued to advance the KMS on multiple fronts simultaneously: completing the full validation cycle of the Project Submission Module, launching it at the IACM, and conducting the comprehensive stress test through the 98th meeting preparation. In parallel, the Annual Progress Report Module is nearing finalization, and all project and inventory data covering the full history of the Multilateral Fund since its establishment in 1991 has been successfully migrated to the production environment, making the Fund's complete operational record accessible within the KMS.

6. The Secretariat remains committed to completing all outstanding KMS deliverables by the end of 2026, ensuring that the system reaches its full operational potential in service of the Multilateral Fund and its implementing agencies. Looking ahead to the 99th meeting, the immediate priorities are the finalization and launch of the Project Completion Report module, the release of the first set of KMS dashboards offering real-time insights into the Fund's portfolio, and the rollout of agency training workshops to ensure that all implementing agencies are fully equipped to submit projects through the KMS. Beyond the 99th meeting, the Secretariat will continue advancing the remaining dashboard components and consolidating the full MLF data set as the PCR module comes online. The Secretariat is also exploring options of how the KMS will be more intertwined with an AI-enabled assistant and will inform the Executive Committee on its efforts at the 100th meeting.

Annex II

ADVICE AND/OR INFORMATION PROVIDED BY THE SECRETARIAT OF THE MULTILATERAL FUND TO NON-MONTREAL PROTOCOL BODIES

*Note: New information is in **bold** fonts*

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Adaption Fund	
Explanation of Multilateral Fund policies on interest earned. The information provided by the Secretariat can be found in document AFB/EFC.18/10 of the 18 th meeting of the Ethics and Finance Committee at https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2016/03/AFB-EFC-18.10-Investment-income-doc.pdf .	76
Arab Forum for Environment and Development	
An article on the Multilateral Fund's experience in the Arab region for the 2018 Report of the Arab Forum for Environment and Development.	81
Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB)	
The General Counsel and the Director General of the Operational Partnership Department visited the Secretariat to discuss about opportunities for collaboration. AIIB is a multilateral development bank established after the UNFCCC Paris Agreement and UN SDGs, whose core mission is to finance sustainable infrastructure.	92
Birmingham Energy Institute, University of Birmingham	
At the invitation of the "informal advisory group for the virtual model", the Secretariat participated as an observer in a webinar on the virtual model for cold chain that is under development by the University of Birmingham, where discussions were held by technical and policy experts.	95
Center for Climate and Energy Solutions (formerly, Pew Center on Climate Change)	
Documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/37/59, UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/54 & Add.1; text of decisions 37/62 and 38/63; Guidelines on funding of technology not in the public domain (Annex XIV of UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/70/rev.1); Observations on technology transfer license fees and royalties for different types of projects (liquid carbon dioxide, metered-dose inhalers, tobacco fluffing, HFC-32 for the refrigeration sector, supercritical CO ₂ , the HCFC production sector).	75
Climate and Clean Air Coalition to Reduce Short-Lived Climate Pollutants (CCAC)	
The Secretariat provided relevant information of the Multilateral Fund relating to cooling initiatives and programmes.	88
Presentation on the Overview of Multilateral Fund support for implementation of the Kigali Amendment in the context of the Kigali Workstream Discussion.	86
Informal consultations with the CCAC Secretariat on a new initiative on efficient cooling that had been provisionally approved by the CCAC working group to help build high-level leadership and facilitate collaboration among stakeholders with a view to fostering enhanced energy efficiency in the cooling sector while countries implement the phase-down of HFC refrigerants under the Montreal Protocol.	83
Overview of approved HCFC demonstration projects and options for additional projects to demonstrate climate-friendly and energy-efficient alternative technologies to HCFCs (UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/40). Briefing on Multilateral Fund-financed surveys of ODS alternatives; possible opportunities for CCAC in Countries with Economies in Transition (CEIT); lessons learned from the Multilateral Fund that might be applicable to the technical review process and funding cycle of CCAC projects.	75
Document 72/40, Overview of approved HCFC demonstration projects and options for additional projects to demonstrate climate-friendly and energy-efficient alternative technologies to HCFCs (decision 71/51(a)), which summarizes the results of Multilateral Fund HCFC demonstration projects approved so far.	74
Climate Technology Centre and Network	
Presentation on capacity building under the Multilateral Fund as resource material for the Sixth meeting of the Advisory Board. General information on the Multilateral Fund and background documents.	75

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Cool Coalition Working Group	
The Secretariat participated in the consultations relating to the report on a Global Cooling Stocktake, prepared by the Cool Coalition. The Secretariat also provided comments on the draft report that covered different aspects relating to the adoption of HFC-free technologies, Montreal Protocol related activities and financing of sustainable cooling.	93
The Secretariat was invited by the Cool Coalition to join its National Cooling Action Plan (NCAP) working group that would support countries in developing NCAPs through capacity building of relevant partners and exchanging information by creating a knowledge repository of completed NCAPs. The Secretariat would participate in on-line meetings and consultations of the working group and provide inputs relating to NCAP development.	92
European Union / European Parliament	
During the 25 th MOP, the Chief Officer received a request from the European Parliament to have a bilateral discussion on issues related to the Multilateral Fund including the resources needed for the replenishment of the Multilateral Fund and proposals for additional contributions to fund climate benefits. Accordingly, the Chief Officer provided the two representatives of the European Parliament with a short briefing explaining the operation of the Multilateral Fund.	71
German Ministry for Economic Cooperation and Development	
Information on the achievements of the Multilateral Fund and a summary of approved projects implemented by Germany as a bilateral agency.	77
Global Environment Facility (GEF), Green Climate Fund (GCF), Regional Development Banks	
In March 2026, the Secretariat shared information with the GCF, the GEF, the Asian Development Bank, the European Bank for Reconstruction and Development, the African Development Bank and the Inter-American Development Bank on discussions held at the 97 th Executive Committee meeting relating to the centres of excellence for sustainable cooling and energy efficiency testing centres. The Secretariat also shared information on projects approved under the funding windows established by decisions 91/65 and 94/60, along with the Executive Committee report that contained discussions on all the above matters. The Secretariat also held informal consultations with GEF on different activities relating to sustainable cooling in Article 5 countries.	98
In October 2025, the Secretariat shared information with the GCF, the GEF, the Asian Development Bank, the European Bank for Reconstruction and Development, the African Development Bank and the Inter-American Development Bank on discussions held at the 96 th Executive Committee meeting relating to the update on the operationalization of the energy efficiency revolving fund for end users according to decision 95/87(h), and shared decision 96/51 adopting the framework and modalities for operationalizing the revolving fund window. The Secretariat also shared information on projects approved at the 96 th meeting under the pilot project funding window for energy efficiency, and the documents prepared by the Secretariat and submitted to the 96 th meeting on this matter.	97
In July 2024, the Secretariat shared information with the GCF, the GEF, the Asian Development Bank, the European Bank for Reconstruction and Development, the African Development Bank and the Inter-American Development Bank on the discussions held during the 94 th Executive Committee meeting on energy efficiency, relating to decision 94/60 adopted by the Executive Committee on a funding window for projects developed and implemented under the operational framework on energy efficiency, and on projects approved at the 94 th meeting under the pilot project funding window for energy efficiency.	95
The Secretariat shared information with the GCF, the GEF, the Asian Development Bank, the European Bank for Reconstruction and Development, the African Development Bank and the Inter-American Development Bank on the discussions held during the 93 rd Executive Committee meeting on energy efficiency, and relating to the Executive Committee decision on the operational framework on energy efficiency, and projects approved in the 93 rd meeting under the pilot project funding window for energy efficiency.	94
The Secretariat shared information on the discussions held during the 92 nd Executive Committee meeting on energy efficiency with the GEF, the GCF, the Asian Development Bank, the European Bank for Reconstruction and Development, the African Development Bank and the Inter-American Development Bank in June 2023.	93

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Global Environment Facility (GEF)	
Review of one project: HFC project in Tajikistan	93
Consultations were held with GEF senior environmental specialists on issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase-down.	92
On-line discussions dealing with issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase-down and climate change / energy efficiency	91
The Secretariat participated in the workshop on “Delivering Multiple Global Environmental Benefits through the Sound Management of Chemicals and Waste”, organized by the Scientific and Technical Advisory Panel and was called on during discussion on identified linkages, especially regarding ozone depletion.	86
Comments on interventions relating to enabling activities, institutional strengthening and support for ratification of the Kigali Amendment in the countries with economies in transition and review of one plan for Tajikistan.	86
Informal on-line discussions between the Secretariat and staff of GEF on possibilities for further collaboration on energy-efficiency matters.	85
Review of one project: Energy efficiency (EE) for air-conditioners in buildings for India.	84
Review of one project: Accelerating Adoption of Sustainable Thermal Comfort: Transition towards Energy Efficient and Climate Resilient Cities in India.	82
Review of four projects: Completion of the phase-out of HCFC consumption with the support of low-GWP technologies in Belarus, GEF project ID 6046; Kazakhstan, HCFC Phase-out in Kazakhstan through the promotion of zero-ODS low-GWP energy-efficient technologies, GEF project ID 6090; Complete HCFC phase-out in Tajikistan through the promotion of zero-ODS low-GWP energy-efficient technologies, GEF ID 6030; Complete HCFC Phase-out in Uzbekistan through the promotion of zero-ODS low-GWP energy-efficient technologies, GEF ID 6003.	80
Review of the project on the introduction of ODS alternatives in agriculture and in the post-harvest sector in Kazakhstan (GEF project ID 9184).	76
Comments on the proposal for a methyl bromide project for Kazakhstan (GEF funding); Provided ideas on the use of funds under GEF 6 for ODS phase-out in non-Article 5 CEIT countries. Information on the discussions at recent Montreal Protocol meetings regarding proposals for an amendment to the Protocol.	75
Review of a project (Introduction of ODS alternatives in agriculture and in the post-harvest sector in Kazakhstan) against the Multilateral Fund's policies and guidelines.	72
The Secretariat received an invitation to attend the 45 th GEF Council Meeting that would be held from 5 to 7 November 2013. In a further invitation letter to the new Chief Officer, the CEO and Chairperson of the GEF welcomed a renewal of the past cooperation in providing assistance to parties to meet their obligations under the Montreal Protocol and a renewal of historic ties. In response, the Chief Officer informed the CEO that the Fund Secretariat would not be able to attend the Council Meeting due to preparations for the 71 st meeting; however, he advised the CEO that he looked forward to meeting her with a view to strengthening the relationship with the GEF Secretariat.	71
The Secretariat participated in a meeting of the GEF Chemicals and Waste Technical Advisory Group (TAG) to provide feedback on the draft focal area strategy for chemicals and wastes to guide the sixth replenishment of the GEF (GEF-6). The draft strategy included the Montreal-Protocol-related activities of the GEF.	69
Since the 67 th meeting there has been an interchange of correspondence with the Chief Executive Officer of the GEF on issues related to cooperation between the two funding mechanisms. Consideration has been given to the possibility of issuing a joint Multilateral Fund/GEF publication on the implementation of the Montreal Protocol over the last 25 years.	68

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Government of France	
The Chief Officer and the Senior Fund Management and Administrative Officer participated in the semi-public presentation on recommendations related to the retrospective evaluation on the French contribution to the Multilateral Fund.	88
The Chief Officer participated in an interview on retrospective evaluation proposal on the French contribution to the Fund Secretariat and provided additional information as requested	86/87
Courtesy visit to the Ministry for the Economy and Finances of France. Issues discussed included <i>inter alia</i> bilateral co-operation by the Government of France, and the replenishment of the Multilateral Fund for the 2021-2023 triennium.	83
Information on the modalities for additional contributions to the Multilateral Fund.	77
Green Climate Fund (GCF)	
Discussions with Mr. Yannick Glemarec, Executive Director and the GCF team on issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase down, in December 2022.	92
On-line discussions dealing with issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase-down and climate change / energy efficiency	91
Informal on-line discussions between the Secretariat and staff of the GCF on possibilities for further collaboration, as the consultative meeting on development of GCF energy efficiency sectoral guidance scheduled for 27-28 February 2020 was cancelled due to COVID-19.	85
A representative of the GCF visited the Secretariat and held a number of meetings with the Secretariat staff that provided an opportunity for an exchange of information on how both funds operate and possibilities for further collaboration.	84
Informal discussions between the Chief Officer and the Deputy Executive Secretary of the GCF on matters of interests to both Funds, in the margins of the fourth session of the United Nations Environment Assembly.	83
Meeting documents related the modalities for reporting the administrative costs of implementing agencies including the following documents: UNEP/OzL.Pro/ExCom/26/67, UNEP/OzL.Pro/ExCom/34/52 and, UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/59, UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/48, and UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/43	81
Conference call to provide information on the Multilateral Fund practices regarding concessional lending and incremental costs.	80
Provided link to documents relevant to the Technology and Economic Assessment Panel, Scientific Assessment Panel, and the Environmental Effects Assessment Panel on the Ozone Secretariat's website, and also an introduction to the Ozone Secretariat's Communications Officer. Documents were provided, including: the Executive Committee Primer; Multilateral Fund policy, procedures, guidelines and criteria; the presentation entitled "The Multilateral Fund: Governance, Business Model, Accomplishments, Challenges"; examples of pre-session documents for business planning, project proposals; monitoring and evaluation work programme and project completion reports; business plan templates; progress reporting guidelines; reports of the two evaluations on institutional strengthening; and the monitoring and evaluation work programme.	77
The Fund Secretariat's experience in establishing legal arrangements with implementing entities and establishing a progress reporting system for the Multilateral Fund.	76
Information on performance indicators developed for the Multilateral Fund; Information on the discussions at recent Montreal Protocol meetings regarding proposals for an amendment to the Protocol; Information on the Multilateral Fund's monitoring and accounting framework including Chapter XI of the Multilateral Fund policies, procedures, guidelines and criteria (monitoring and evaluation); Presentation on capacity building under the Multilateral Fund.	75
Presentation on the Multilateral Fund and a sample of key documents including Secretariat activities, status of the Fund, consolidated business plans and progress reports, a sample of project proposals and policy papers. Further details and discussions on the Multilateral Fund.	74

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Overview of the objectives and operation of the Multilateral Fund, including its project review process, policy development, meeting process, and implementation of Executive Committee decisions.	72
The Interim Secretariat of the GCF wrote to the Multilateral Fund on 24 September 2013 with an invitation to attend the 5 th meeting of the Board of the GCF as an observer, although the letter noted that observer status for the Multilateral Fund had not yet been approved. The Fund Secretariat could not attend the Board meeting, which took place from 8 to 10 October, due to preparations for the 71 st meeting. A further letter of 21 October 2013 informed the Fund Secretariat that the next Board meeting would take place in Indonesia from 19 to 21 February 2014, indicated that observer status for the Multilateral Fund had been approved by an amendment to decision B.04/15, and also requested the Fund Secretariat to nominate a contact person.	71
Grenoble School of Management	
Information on the policies and procedures of the Multilateral Fund and the process of project approval for a study on technology learning curves.	80
Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES)	
Information on practices regarding financial support to meeting participants/delegates.	75
International Energy Agency (IEA)	
The Secretariat and the Executive Secretary of the Ozone Secretariat met with a representative of the IEA. The Secretariat explained the work on energy efficiency in the context of the Kigali Amendment. The representative of the IEA indicated that his organization had undertaken a compilation of policies and standards on energy efficiency in different countries and made it available to the Secretariat. The representative also shared a report on cooling prepared by the IEA.	83
Joint Inspection Unit of the United Nations	
The Secretariat completed a questionnaire with regard to the review of environmentally sustainable policies and practices across organizations of the United Nations system.	86
An updated summary of the information on technical assistance and funding provided to Small Island Developing States (SIDS) under the Multilateral Fund, which had previously been provided in February 2015. Further clarifications were provided on 20 October and 7 November 2016.	77
Comments on the draft document “Review of Activities and Resources Devoted to Address Climate Change in the United Nations System Organizations; Substantive information including a summary of technical assistance and funding provided to Small Island Developing States (SIDS) under the Multilateral Fund and comprehensive information on Multilateral Fund projects approved for each country.	74
The Secretariat completed a questionnaire with regard to the review of activities and resources devoted to address climate change.	73
Comments and factual corrections to information on the Multilateral Fund in the report “Post-Rio+20 review of environmental governance within the United Nations system”.	72
With regard to the 2013 evaluation/review entitled “Post-Rio+20 review of environmental governance within the United Nations system, the Secretariat provided the Joint Inspection Unit with information about the Fund’s structure, funding levels, number and characteristics of meetings, meeting participants, project approval process, support costs, Secretariat personnel levels, history of approvals from 2006-2013, implementation modalities, compliance, governance framework, strategic planning, synergies and coordination with other MEAs, scientific assessments, advocacy and outreach, administration, gender distribution and geographical balance of the Executive Committee and Secretariat.	70

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Kigali Cooling Efficiency Program (K-CEP)	
Participation in the webinar on 28 January 2020 on the Nationally Determined Contributions (NDC) Support Facility for Efficient, Climate-Friendly Cooling (NDC Support Facility) – a new initiative that provides funding and guidance to entities that support countries in integrating cooling solutions into the next round of their NDCs. Upon a request by the Secretariat for clarification on whether the project proposals submitted would include safeguards to avoid uptake of energy-efficient cooling applications based on high-GWP refrigerants; K-CEP assured that low-GWP technologies would be promoted through the NDC Support Facility.	85
Upon a request to provide feedback to ITAD Ltd., an organisation that has been commissioned to help develop a better understanding of K-CEP role in promoting energy efficiency in the cooling sector, the Secretariat had a conference call with an ITAD staff member informing on the input provided by the Secretariat to K-CEP in the initial phase of its establishment and its understanding of the linkage of K-CEP's activities with the Montreal Protocol project activities, particularly relating to HFC phase-down projects.	84
Continued informal sharing of experience of the Multilateral Fund.	80
The Director and one other representative of K-CEP, responsible for coordinating the work of 19 philanthropic foundations on matters related to energy-efficiency and cooling with regard to implementation of the Kigali Amendment, visited the Secretariat on 26 January 2017 to learn more about the Multilateral Fund. K-CEP aims to allocate approximately US \$53 million from philanthropic foundations by the end of 2017 for targeted support through country programmes in a small number of countries and more general support to over 100 countries to improve energy efficiency. Information provided included the Executive Committee Primer; a presentation that summarizes how the Multilateral Fund operates; Guidelines for submitting progress and financial reporting; Guide for preparation of project proposals; the templates for project completion reports; and document UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/51 on the Review of institutional strengthening and the associated decision 74/51.	78
Lawrence Berkeley National Laboratory (LBNL)	
The Secretariat provided comments on a draft report on opportunities and risks of efficiency improvement and refrigerant transition in room air-conditioning.	80
The Secretariat held a three-day consultative meeting with personnel at the Lawrence Berkeley National Laboratory in San Francisco, United States, to discuss issues relating to energy efficiency in the context of HFC phase-down. The meeting included representatives of the Secretariat, LBNL staff handling refrigeration, air-conditioning and heat pump equipment technologies, testing standards and practice, along with the Clean Cooling Collaborative personnel.	95
Natural Resources Defense Council	
Multilateral Fund Climate Impact Indicator (MCII) including the tool (Excel file), the manual (PDF) and an explanation of the tool (Word file).	81
Minamata Convention on Mercury	
In July 2013, the Secretariat received an invitation from the Government of Japan to attend the Conference of Plenipotentiaries for the adoption and signature of the Minamata Convention on Mercury, held from 9 to 11 October 2013 in Kumamoto and Minamata, Japan. However, the Secretariat was unable to attend.	71
Multilateral Organisation Performance Assessment Network (MOPAN)	
In accordance with decision 91/1, the Secretariat sent a letter from the Chair of the Executive Committee, on behalf of the Committee, to the MOPAN Secretariat, enclosing the management response of the Executive Committee on the 2019 MOPAN Assessment of the Multilateral Fund, contained in Annex I to the report of the 91 st meeting.	92
The Secretariat prepared document UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/2/Add.2 on the recommendations of the assessment report.	88

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Following receipt of the assessment report of the Multilateral Fund, a virtual meeting is being organized for the MOPAN Secretariat to present the report to the Executive Committee and a bilateral discussion is scheduled between the two Secretariats on the assessment of the Multilateral Fund, the methodology used and potential flexibility of adapting it to the type of organization to be assessed in future.	86
The Secretariat reviewed the draft assessment report and made factual corrections and provided comments on it. Follow-up communication took place between the two Secretariats with regard to the timeline for the final report and possible ways of sharing key findings with the Executive Committee.	86
The Secretariat provided additional information and clarifications on matters related to the Multilateral Fund to the consultant responsible for the assessment of the Multilateral Fund by MOPAN. The Secretariat had further discussions with MOPAN Secretariat, which indicated that the draft assessment report was in its last stage of preparation and would be submitted to the Secretariat to review it before it is submitted to Member Governments.	85
The representatives of the Secretariat of MOAP and of the service provider that carries out the assessment, visited the Secretariat. The Chief Officer made a presentation on the Multilateral Fund, including its governance, business model and accomplishments. The representatives of MOPAN had a number of meetings with the Secretariat staff. The Secretariat was also informed about the meetings that the evaluators organized with all four implementing agencies of the Fund. The Secretariat provided the contact data of members of the Executive Committee, some of whom would be contacted to provide input to the assessment exercise.	84
The Secretariat attended a meeting at the Secretariat of MOPAN, where an introduction of the Fund was made. Discussions were held on <i>inter alia</i> the scope of the assessment to the stakeholders involved; major differences between the Multilateral Fund and other organizations being assessed, which would lead to a tailored assessment to ensure fairness; the schedule for an inception visit to the Fund Secretariat, and the possible need for the assessment team to attend an Executive Committee.	83
Letter received from MOPAN Secretariat informing that MOPAN's Steering Committee took the decision to assess the Multilateral Fund in its next assessment cycle.	82
Eric and Wendy Schmidt Center for Data Science and Environment (DSE), University of California, Berkeley	
A side event was held by the Secretariat and the DSE at the 47 th meeting of the Open-Ended Working Group of the Montreal Protocol, allowing for a demonstration of the tool relating to HFC consumption assessment, trend analysis and impact of different policy interventions on HFC consumption projections, and collection of feedback from attendees.	97
Two countries were identified for further discussions on using the tool for the HFC consumption related assessment. In February 2025, the technical experts from the DSE provided guidance to the country representatives through an online meeting and made available the tool through a weblink for them to use the tool and provide feedback. Initial feedback was provided by one of the countries and this was used by the technical experts for appropriately incorporating those inputs in the tool.	96
A workshop was held in October 2024 between the DSE and the Secretariat to discuss the features of an interactive user-friendly model for HFC consumption assessment, trend analysis, and impact assessment of different policy interventions on HFC consumption projections. During the workshop, the different aspects related to HFC consumption projections for the modeling process were discussed. The model to be developed by the DSE is expected to be used by countries to make assessments of HFC consumption trends and to understand the impact of different policy interventions.	95
Secretariat of the Convention on Wetlands	
The Secretariat provided inputs to a query to gather information for governance on ways that decision making procedures could be enhanced during exceptional circumstances such as a global pandemic that makes meeting face-to-face difficult or not possible.	96
Stimson Centre	
The Chief Officer spoke to researchers regarding the evolution and work of the Montreal Protocol and its funding mechanism.	93

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
The Chief Officer provided inputs and reviewed a case study examining aspects that make the Montreal Protocol successful and relevant lessons for accountability in the cyber domain. The case study was included as chapter “The Remarkable Story of the Montreal Protocol with Lessons for Cyberspace” included in the Stimson centre report “Advancing Accountability in Cyberspace: Models, Mechanisms, and Multistakeholder Approaches”, prepared by the Stimson Center, and after a soft launch in July 2024 published on the Stimson Center’s website to commemorate the 2024 International Day for the Preservation of the Ozone Layer (https://www.stimson.org/2024/the-remarkable-story-of-the-montreal-protocol-with-lessons-for-cyberspace/).	95
Sustainable Energy for all (SE4All)	
The Secretariat prepared an article on the Multilateral Fund for the Chilling Prospects 2022 report.	90
Sustainable United Nations (SUN)	
The Secretariat made a presentation at the 31 st meeting of the United Nations Issues Management Group (IMG) on Environmental Sustainability Management, held at ICAO, Montreal on 11 October 2019. The Secretariat presented how the UN offices can collaborate with activities undertaken by the agencies on implementation of projects at national, regional and global levels that promote adoption of ozone friendly and HFC-free technologies. A representative of the Sustainable United Nations (SUN), an office that manages and supports the IMG on Environmental Sustainability Management, visited the Secretariat office and presented the work of this office to the staff.	84
Transparency International-Australia (TI-A)	
The Multilateral Fund Secretariat and the Ozone Secretariat, in response to equal letters received from TI-A, shared a note on a compilation of publicly available information relating to transparency, accountability and integrity in the UN/UNEP, applicable to the Montreal Protocol processes, further to the request for assistance to identify these documents, which are part of the general policies, rules and procedures of the UN Secretariat, that equally apply to the treaty and its financial mechanism.	94
United Nations Office of Internal Oversight Services (OIOS)	
The Secretariat discussed relevant recommendations with implementing and bilateral agencies.	90
The Secretariat prepared document UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/2/Add.1 on the recommendations of the OIOS audit report.	88
The Secretariat provided information and documentation, responses to questions and clarification to facilitate an audit by the Office of Internal Oversight Services which aims to assess the efficiency and effectiveness of the provision of services at the Secretariat to the Multilateral Fund covering the period from 1 January 2018 to 31 December 2020.	86/87
Background information on the Multilateral Fund and other information including, <i>inter alia</i> , UNEP interim financial statements on the Multilateral Fund; report on contributions and disbursements; progress report; 2015 Monitoring and evaluation work programme; and the link to policy and procedures manual.	75
United Nations Environment Programme	
The Secretariat participated and provided inputs in an online brainstorming meeting on possible UNEP actions to assist countries to address dumping of refrigeration and air-conditioning equipment, including support by the Climate and Clean Air Coalition (CCAC) to conduct a region-wide refrigeration and air-conditioning (RAC) market study to gather evidence on environmental dumping, and spur national action to increase availability of RAC technologies and stop the dumping of inefficient, high-GWP refrigerant cooling technologies.	96
The Secretariat collaborated with the Ozone Secretariat, in response to decision XXXVI/9 on further strengthening Montreal Protocol institutions. Following the receipt of permission to extract information on the licensing systems of Article 5 parties, the Secretariat shared with the Ozone Secretariat the relevant portions of the verification reports for analysis.	96

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
At the request of the Ozone Secretariat, in March 2025, the Secretariat commented on a draft analysis on how free trade zones, transit and trans-shipment operations relate to multilateral environmental agreements (MEAs), which the Ozone Secretariat plans to publish as part of its collaboration with other MEA Secretariats on customs engagement, illegal trade, and enforcement under the Green Customs Initiative.	96
The Secretariat collaborated with UNEP in the development of the Medium-term Strategy 2025-2029 and Programme of Work 2026-2029, mandated by the United Nations Environment Assembly (UNEA) decision 6/7. The Chief Officer participated in the technical-level sessions in preparation for the strategy, which is expected to be approved at the 7 th session of UNEA in December 2025.	95
The Secretariat participated, in coordination with the Ozone Secretariat and together with Secretariats of Multilateral Environmental Agreements administered by UNEP, in consultations called for by the Director of the UNEP Law Division, on how the supplementary agenda item entitled "Cooperation with Multilateral Environment Agreements" could be best considered at UNEA-6.	92
Together with the Ozone Secretariat, the Multilateral Fund Secretariat provided the Chemicals and Health Branch, Economy Division of UNEP with comments on GCO-II report to the Chemicals and Health Branch including information related to: the accelerated phase-out of HCFCs, the Kigali Amendment regarding HFCs, the increased emissions of CFC-11 according to the publication by Montzka et al. in 2018; compliance with the Montreal Protocol's control measures and data reporting.	82
UNEP Intergovernmental Negotiating Committee (INC) to develop an international legally binding instrument on plastic pollution, including in the marine environment	
At the request of the South African Government, Department of Forestry, Fisheries and Environment, the Secretariat presented information on the operational arrangements, governance structure, project planning and implementation processes of the Multilateral Fund at an information session of the INC Intersessional Work with Civil Society Organisations, organised by the Government of South Africa, on 12 August 2024. Responses to questions included clarifications on how the Multilateral Fund provides support for the adoption of innovative technologies.	95
The Chief Officer participated in the webinar, held online on 11 May 2023, organized by the INC, and presented the experience of the Multilateral Fund and lessons learnt since its inception.	92
United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC)	
The Secretariat continued online its collaboration with the technical support unit (TSU) of the Secretariat of the United Nations Climate Change Convention, further to the invitation of the Executive Secretary of the Convention, in support of the work of the Transitional Committee (TC) on the operationalization of the new funding arrangements and a fund for loss and damage, established by the COP to the UNFCCC at its 27th meeting.	93
The Secretariat was invited by the Executive Secretary of the UNFCCC, together with other UNs agencies, international financial institutions and multilateral development banks, as well as the operating entities of the financial mechanism of the Convention and the Paris Agreement, to collaborate with the technical support unit (TSU) of the Secretariat in supporting the work of the Transitional Committee (TC) on the operationalization of the new funding arrangements and a fund for loss and damage, established by UNFCCC COP 27. Upon invitation by the UNFCCC Secretariat, the Secretariat participated in the first meeting of the TC (Luxor, Egypt, 27-29 March 2023). All travel-related expenses were covered by the UNFCCC Secretariat.	92
Comments on the draft technical summary of the mitigation benefits of actions, initiatives and options to address non-carbon dioxide greenhouse gas emissions	74

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
The Secretariat received an invitation in early October 2013 to attend the 19th session of the Conference of the Parties to the UNFCCC and the 9th session of the Conference of the Parties serving as the Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol that would take place in Warsaw, Poland, from 11 to 22 November 2013. The Chief Officer informed the UNFCCC Secretariat that he was unable to attend due to preparations for the 71st meeting. Noting that the UNFCCC Secretariat was invited to attend the 25th MOP, he suggested an informal meeting to exploit potential opportunities for collaboration between the two Secretariats. The Executive Secretary of UNFCCC Secretariat responded that the Coordinator of the Mitigation, Data and Analysis Programme, who would be attending the MOP, would arrange to meet bilaterally with him. The representatives of both Secretariats met and discussed informally ways in which the two Secretariats could collaborate in the future as the need arose.	71
University of Bristol	
Provided a summary of the data contained in documents on HFC-23 prepared by the Secretariat, aggregated consumption of HFC-23 reported in surveys of ODS alternatives conducted in 119 Article 5 countries, and data it had derived from publicly available resources during the preparation of document UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/48.	83
University of Cape Town	
In July 2024, the University of Cape Town (UCT), South Africa, contacted the Secretariat in the framework of its research for the preparation of a guidance document for governments and other stakeholders to support the implementation of sustainable domestic financing mechanisms for the sound management of chemicals and waste with particular focus on UNEP's Special Programme-financed projects. They requested a viewpoint on the barriers, challenges, and opportunities for implementing sustainable domestic financing mechanisms based on country-level experiences in implementation of Multilateral fund projects. The Secretariat, through an on-line interview, shared experiences in the implementation of different ODS phase-out and HFC consumption reduction projects.	95
World Trade Organization, Trade and Environment Division	
Update of the MEA Matrix for the WTO's Committee on Trade and Environment (https://www.wto.org/english/tratop_e/envir_e/envir_matrix_e.htm)	75